



EQUI
POP.
ORG.

2012

Rapport d'activité

Équilibres & Populations travaille à améliorer les conditions de vie et le statut des femmes, facteur essentiel d'un développement juste et durable. Notre mission se décline en trois volets complémentaires : impulser, mobiliser et accompagner.

Équilibres & Populations

www.equipop.org
info@equipop.org

Siège

75, rue des Saints-Pères
75006 Paris - France
Tél : +33 (0)1 53 63 80 40
Fax : +33 (0)1 53 63 80 50

Bureau Afrique de l'Ouest

09 BP 903 Ouagadougou 09
Burkina Faso
Tél / Fax : +226 50 37 33 50

01

Impulser

Bénin, Burkina Faso, Niger et Mali : en 2012, Équilibres & Populations et ses partenaires ont poursuivi leur travail au quotidien pour améliorer la santé et le statut des femmes et des filles d'Afrique de l'Ouest. Ensemble, ils ont ainsi continué à soutenir les adolescentes dans l'acquisition de davantage de capacités à agir selon leurs propres choix. L'évaluation du programme de lutte contre l'excision dans le district de Kayes au Mali a aussi été un temps fort, qui permettra de consolider encore cette action dans les années à venir.

Page 2

02

Mobiliser

La mobilisation des décideurs politiques est le cœur de métier d'Équilibres & Populations. En France comme en Afrique de l'Ouest, l'année 2012 a été marquée par un plaidoyer plus offensif et s'est soldée par des engagements clés qui doivent maintenant se concrétiser opérationnellement.

Page 12

03

Accompagner

Équilibres & Populations appuie les acteurs-actrices de la société civile comme les gouvernements dans leurs actions en faveur des femmes et des filles. L'intégration du genre dans les projets économiques et la capacité à mobiliser davantage de fonds européens ont été deux axes d'accompagnement structurants pour 2012.

Page 22

04

Mieux connaître l'ONG

En 2012, Équilibres & Populations a clarifié son projet associatif : ses valeurs, sa mission et ses principes d'actions ont été rediscutés et validés collectivement. Ce travail de diagnostic partagé a permis d'engager un changement organisationnel tout en définissant les grandes priorités stratégiques pour 2013-2017.

Page 32

01

Impulser

En partenariat avec des
acteurs locaux, Équilibres
& Populations impulse
des dynamiques de
changement social au plus
près des populations.





Lutte contre l'excision à Kayes au Mali : une stratégie gagnante à renforcer

UNE PORTE D'ENTRÉE POUR L'AMÉLIORATION PLUS GLOBALE DU STATUT ET DE LA SANTÉ DES FEMMES

Depuis 2006, Équilibres & Populations et son partenaire malien, l'AMSOPT, mettent en œuvre un projet pilote et intégré de promotion de l'abandon des mutilations sexuelles féminines. Le projet *Protéger la Prochaine Génération* a pour but d'accompagner les 250 villages du district sanitaire de Kayes vers l'abandon des mutilations sexuelles féminines (MSF). Il s'agit de développer une expérience exemplaire de diffusion organisée du changement de comportements pouvant être répliquée dans d'autres zones, au Mali comme dans d'autres pays où se pratiquent les MSF.

Partant du principe que l'abandon des MSF est un processus collectif et coordonné, le projet couvre, étape par étape, des ensembles de villages reliés entre eux par des liens maritaux. Le but est d'atteindre un

seuil critique permettant de faire basculer la norme dominante de l'excision vers l'abandon généralisé de la pratique. D'abord concentré sur une vingtaine de villages en 2006, le projet a touché 100 villages en 2012. Ce passage à l'échelle a marqué un pas décisif. Equipop et l'AMSOPT ont alors décidé de mener une évaluation externe afin de faire le bilan de plusieurs années d'intervention au Mali. L'évaluation a été cofinancée par le ministère des Affaires étrangères et le F3E (rassemblement de 80 ONG et collectivités territoriales), ce dernier ayant également apporté un appui technique précieux. Les résultats ont montré que, malgré un contexte de crise perturbant et quelques réorientations nécessaires pour le futur, le projet est pertinent et répond de manière cohérente aux problèmes ciblés. Au delà de la problématique spécifique de l'excision, il se révèle même être une porte d'entrée prometteuse pour l'amélioration plus globale de la santé et des droits des femmes de la région.

Au croisement des droits et de la santé des femmes, la promotion de l'abandon des mutilations sexuelles féminines représente un axe important du projet associatif d'Équilibres & Populations. Depuis plusieurs années, l'ONG s'est investie aux côtés de l'AMSOPT, son partenaire local, pour que cesse cette pratique dans le district sanitaire de Kayes, au Mali. En 2012, l'évaluation du projet « Protéger la Prochaine Génération » prouve que des changements concrets s'opèrent dans les 100 villages actuellement touchés par notre action.

UN ANCRAGE COMMUNAUTAIRE FORT MAIS DES RÉSULTATS À VALORISER DAVANTAGE

Les résultats de l'évaluation ont montré que l'AMSOPT est un partenaire de qualité. Présente sur le terrain depuis plus de 20 ans, l'association malienne dispose de compétences et de connaissances, mais aussi de la légitimité lui permettant de développer des actions de promotion de l'abandon des MSF. Elle est d'ailleurs cheffe de file de nombreux mouvements ; elle est fréquemment sollicitée pour un appui technique à d'autres ONG. Organisation pionnière dans la lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes, l'AMSOPT a obtenu, au fil des ans, la reconnaissance et le soutien des autorités sanitaires et sociales, mais aussi des leaders traditionnels et religieux.

À Kayes, les conditions de travail sont souvent difficiles. L'équipe constituée pour le projet (composée d'une responsable, de trois

assistants et d'une dizaine d'animatrices) doit sans cesse faire preuve de courage et de persévérance pour gagner la confiance des communautés et faire émerger un débat sur les MSF. Plus que salarié.e.s, les membres de l'équipe sont des militant.e.s. Leur engagement permet de donner plus de crédibilité aux activités conduites et facilite l'implication des communautés.

En revanche, l'évaluation a souligné que malgré le très bon ancrage communautaire et institutionnel de l'AMSOPT, les résultats du projet devraient être davantage valorisés auprès des autorités sanitaires et sociales et de la population. Plus de communication et de plaidoyer sont ainsi à envisager sur les prochaines phases.

LA PROMOTION DE LA SANTÉ ET DES DROITS HUMAINS : UNE STRATÉGIE PORTEUSE

La problématique des MSF est envisagée à travers deux approches interreliées : la promotion de la santé, et celle des droits humains. Les deux approches, complémentaires, sont garantes de la pérennisation de l'abandon de l'excision au sein des communautés. Aborder les MSF à travers ces deux prismes permet non seulement d'améliorer la santé des filles et des femmes, mais aussi de renforcer durablement leur statut socio-économique. À ce stade du projet, la stratégie doit être davantage orientée vers les droits humains, l'approche santé étant relativement dominante et bien maîtrisée par l'équipe du projet.

DES RÉSULTATS PROBANTS ET UN EFFET LEVIER À CONSOLIDER

Comme le souligne le rapport d'évaluation : « Les résultats des activités menées ont abouti à l'ouverture du débat public sur l'excision, à une baisse de la pratique et à une certaine évolution de la norme sociale vers la non-excision ». Si les animatrices avouent avoir eu des difficultés à intégrer les communautés, aujourd'hui elles travaillent sans embûche dans la majorité des villages. À ce jour, 80 villages du district ont signé une lettre d'abandon de l'excision et nous pouvons considérer que 61 d'entre eux ont totalement tourné le dos à cette pratique. Un des enjeux pour la

suite sera d'approfondir le travail dans les villages où certains membres de la communauté restent à convaincre. Il s'agira en particulier d'impliquer davantage les hommes et les leaders communautaires et religieux dans les actions de sensibilisation.

Au delà de la mobilisation pour l'abandon de l'excision, le projet se révèle être un levier pour l'amélioration plus globale de la santé de la procréation et du statut des femmes. Au niveau sanitaire, le projet a en effet renforcé les capacités du personnel à consolider le système de référencement entre les centres de santé et les hôpitaux. Il a également apporté des soins concrets aux femmes des villages souffrant de diverses pathologies liées à l'excision. La demande élevée de consultations témoigne ainsi de la prise de conscience par les femmes et certains hommes du besoin de se préoccuper de la santé de la procréation tout en révélant des besoins importants en la matière. De façon plus transversale, le projet a aussi permis un renforcement des capacités d'analyse et de revendication des femmes. Temps fort du projet durant l'année 2012, l'évaluation nous a assurés que le changement social est en marche dans le district de Kayes ; elle nous a apporté des pistes concrètes pour consolider la stratégie dans les années à venir. En 2013, le projet sera soutenu financièrement par l'Agence Française de Développement et l'Unicef. Ainsi, Equipop et l'AMSOPT poursuivront leurs efforts pour une amélioration durable de la situation des femmes de Kayes.

Bréhima Ballo, un acteur associatif motivé

TÉMOIGNAGE

Bréhima Ballo est un pilier opérationnel de notre association partenaire au Mali. Engagé depuis treize ans à l'AMSOPT et actuellement chargé de programme, il n'a jamais baissé les bras et mène de concert actions de plaidoyer et appui aux communautés pour que la situation de ses sœurs maliennes change.

Depuis quand es-tu engagé dans la promotion de l'abandon des mutilations sexuelles féminines au Mali ?

Je suis chargé de programmes à l'AMSOPT et engagé en faveur de l'abandon de l'excision depuis treize ans maintenant. En 1999, année durant laquelle j'ai rédigé mon mémoire d'études, j'ai eu l'opportunité de collaborer avec l'AMSOPT et de découvrir leurs projets. Ce sont mes recherches universitaires sur la santé et les droits sexuels et de la procréation qui m'ont orienté vers la problématique des MSF. J'ai alors décidé d'en faire mon combat !

Selon toi, comment a évolué la problématique des MSF au Mali ?

Avant les années 2000, l'excision était complètement taboue au Mali. Nos activités étaient censurées. Nous n'avions que très peu de visibilité. Puis, petit à petit, grâce aux actions de plaidoyer et à notre détermination, nous avons réussi à créer un débat autour de ce sujet. En 2002, le gouvernement malien a créé le programme national de lutte contre l'excision (PNLE). Cela a été un grand pas et nous a permis d'obtenir une reconnaissance nationale. Les débats autour des MSF se sont aussi installés au Parlement. L'Amsopt a réussi à engager un dialogue durable et ouvert avec certains députés. Enfin, nous constatons au niveau communautaire de réels changements. Les villageois comprennent désormais les conséquences des MSF et souhaitent

changer leurs habitudes. De plus en plus de communautés abandonnent la pratique de l'excision. Au niveau de Kayes par exemple, la dynamique d'abandon est lancée.

Justement, peux-tu nous dire quel est l'impact du projet « Protéger la Prochaine Génération » dans le district sanitaire de Kayes ?

En plus de l'abandon des MSF, le projet a largement contribué à améliorer la santé et les droits sexuels et de la procréation des femmes. La prise en charge des femmes souffrant de complications liées à l'excision a été un volet majeur du projet. De nombreuses femmes ont pu retrouver la joie de vivre grâce aux soins auxquels elles ont eu accès. Les communautés ont de plus en plus conscience des problèmes posés par l'excision. Les droits des femmes sont aussi mieux respectés dans les communautés. Par exemple, de nombreuses femmes sont désormais associées aux décisions publiques, ce qui n'était pas le cas avant.



Comment avez-vous travaillé dans le contexte de crise au Mali ?

Nous n'avons jamais baissé les bras. La crise a ralenti certaines de nos activités, mais nous sommes restés constamment auprès des communautés. Les femmes étant souvent les premières victimes des conflits, nous avons souhaité continuer à les soutenir, tout en adaptant les thématiques des sensibilisations.

Empowerment, vous avez dit empowerment ?

Domestiques, vendeuses, adolescentes mariées et mères. Elles ont chacune leur parcours de vie, mais partagent de nombreux points communs : elles ne sont jamais allées à l'école ou ont été déscolarisées très tôt ; les ruptures et les violences successives qui ont jalonné leur enfance ont contribué à les éloigner de leurs pairs et à affaiblir leur réseau social. Ces jeunes filles en situation de vulnérabilité (victimes d'exploitations et de violences sexuelles) ou particulièrement à risque ne font paradoxalement pas partie des bénéficiaires des programmes et des usagères des structures socio-sanitaires.

Nous avons fait le pari que cette situation n'était pas immuable et que des changements étaient possibles, notamment à travers un processus d'« empowerment ». Ce terme, qui n'a pas de traduction satisfaisante en français, renvoie à la notion de pouvoir(s). Il désigne, pour un individu, la dynamique à travers laquelle sont renforcées ses capacités à agir et à faire des choix de vie et de société, individuels et collectifs. L'empowerment s'apprécie au niveau individuel, mais plus encore, au niveau collectif : il s'inscrit dans un processus de développement social, de lutte contre l'exclusion et la vulnérabilité, et de changement de la société.

Dans le cadre d'actions soutenues par l'Union Européenne et l'Agence Française de Développement, nous avons, dans six localités africaines (une zone urbaine et une zone rurale), développé des activités en faveur de ces jeunes filles pour qu'elles (re)trouvent leur confiance en elles, qu'elles acquièrent les connaissances et les moyens nécessaires pour utiliser effectivement les structures socio-sanitaires, ainsi que les capacités pour faire respecter leurs droits et négocier (et refuser) les relations sexuelles. À plus long terme, l'objectif est bien de leur permettre de se projeter et de devenir davantage actrices de leur vie. C'est bien entendu une démarche de longue haleine qui nécessite la conduite successive et conjointe de différentes activités.

DÉVELOPPER LES « COMPÉTENCES DE VIE »

Pour commencer, il s'est agi de leur permettre de s'exprimer et de les aider à prendre conscience de leur situation. Une à deux fois par semaine, les jeunes filles ont ainsi pu se retrouver dans un espace mis à leur disposition. Au cours des premiers mois, tout en faisant connaissance entre elles et avec les animateurs et animatrices recruté-es pour les

Depuis trois ans, Équilibres & Populations, l'ASMADE, CeRADIS et Lafia Matassa travaillent spécifiquement avec des jeunes filles « en situation de vulnérabilité ». Notre action vise à améliorer leur santé et leurs droits sexuels et de la procréation par un développement de leurs capacités de décision et d'action, et par des changements dans les communautés.

accompagner, elles ont pu parler librement de leur quotidien, exprimer leurs difficultés et leurs attentes autour de plusieurs thèmes : sécurité, relations avec les employeur-e-s, la famille, les hommes, fréquentation des structures socio-sanitaires. Différentes techniques comme les jeux de rôles ou le dessin ont été mobilisées pour favoriser leur expression. Puis, à partir des besoins exprimés, il leur a été proposé un programme de développement des compétences de vie, inspiré d'expériences d'autres organisations (Population Council, Plan International). Ces séances ont permis de renforcer leur estime d'elles-mêmes et leur capacité à s'affirmer, de les informer de leurs droits et d'améliorer leurs connaissances sur des thématiques comme la santé et la sexualité. Du temps a également été consacré à des visites de structures socio-sanitaires de proximité. Préparées à l'avance, ces visites ont été l'occasion d'échanges avec les prestataires : connaître et se faire connaître des professionnels de santé, des responsables de caisses d'épargne et de crédit, des agents de police, des juristes intervenant dans leur localité - tout cela permet de faciliter le recours à leur service. Ces sorties ont tout autant contribué à modifier les regards que ces différents acteurs pouvaient porter sur elles.

CONSTRUIRE LES BASES DE L'AUTONOMISATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

Pour permettre aux adolescentes d'avoir à terme accès, de manière autonomes, à plus de ressources économiques, un certain nombre de pré-requis sont obligatoires. C'est sur ces pré-requis que s'est concentré le projet. Des cours d'alphabétisation fonctionnelle incluant les bases du calcul ont par exemple été dispensés à la majorité des filles du projet. Ces dernières ont ainsi pu suivre un cursus complet, sanctionné par un diplôme reconnu nationalement. Par ailleurs, une grande partie d'entre elles ont suivi des formations dans différents domaines comme la couture ou la transformation de produits agro-alimentaires. Ces activités animées par des professionnelles leur ont permis d'acquérir les bases d'une possible activité économique tout en se distinguant au sein de la communauté. De plus, ce fut l'occasion de mettre en pratique les savoirs et les compétences de vie acquises.

Les jeunes filles ont également été accompagnées pour ouvrir un compte d'épargne à leur nom dans un établissement officiel et pour adhérer à une mutuelle de santé. Pour beaucoup d'entre elles, un préalable à ces

démarches a été leur reconnaissance civile, c'est à dire l'obtention de leur acte de naissance pour avoir une carte d'identité. Une « formalité » sans laquelle beaucoup de droits et services leur demeureraient inaccessibles.

IMPLIQUER LES COMMUNAUTÉS COMME LEVIER DE L'EMPOWERMENT

Cet axe d'intervention, qui distingue notre approche de celles portant uniquement sur le développement individuel. Sans changement de regard de l'entourage et des institutions, il est en effet très probable que les nouveaux acquis des adolescentes restent lettre morte tant les habitudes sociales constituent des facteurs de blocage. Un travail de médiation sociale ainsi que de sensibilisation collective a permis de mettre en débat un certain nombre de stéréotypes dont pâtissent les filles, pour négocier la neutralité voire la coopération active de certains acteurs ou actrices clés.

Au plus près du terrain, animateurs et animatrices ont ainsi joué un rôle crucial. Grâce à leurs interventions régulières au sein des foyers, ils/elles ont tout d'abord négocié le fait pour les filles de pouvoir se déplacer librement et participer au projet, et ont facilité l'acceptation des activités proposées et parfois même la contribution de l'entourage (prise en charge des cours du soir par les familles ou employeur-es, par exemple). Ils/elles ont également désamorcé les conflits et permis d'empêcher des mariages de mineures ou de convaincre les familles de laisser accoucher les jeunes filles enceintes à la maternité. De manière générale, ce travail de mobilisation sociale a progressivement conduit l'entourage des filles à reconnaître les avantages de leur émancipation. Parallèlement, au sein des communautés, des rencontres collectives et régulières sur des thématiques majeures comme les relations femmes/hommes, les droits, la planification familiale, la sexualité des jeunes, ont été

organisées, ainsi que des événements conviviaux et ludiques (théâtre forum, célébration de la journée internationale des jeunes filles, porte ouverte dans les centres jeunes, émission de radio). Ils ont favorisé une responsabilisation des aîné-es vis-à-vis des jeunes filles en situation de vulnérabilité et une déconstruction des stéréotypes et préjugés dont elles faisaient l'objet. Ce travail de mobilisation communautaire a abouti à des résultats concrets comme l'intégration d'actions nouvelles et de budgets spécifiques pour les adolescentes déscolarisées dans les plans communaux de développement, la constitution de réseaux de personnes influentes qui s'engagent à poursuivre la médiation, l'appui-conseil aux jeunes filles et à veiller au respect de leurs droits. Il est ainsi aujourd'hui moins facile de les abuser impunément.

FORMER LES INTERVENANTS SOCIAUX

Les équipes impliquées dans le projet sont des rouages majeurs pour le succès de la dynamique entreprise. Or, pour qu'elles puissent trouver le juste positionnement et agir efficacement, il faut qu'elles soient armées. Le travail de déconstruction des stéréotypes a ainsi commencé par elles et a impliqué des remises en causes personnelles et collectives ainsi que des changements dans les pratiques professionnelles. Dans ce but, des ateliers ont été facilités par notre partenaire belge, Le Monde Selon Les Femmes (cf. témoignage de Pascale Maquestiau).

Au terme de trois ans d'activités auprès des filles et des communautés, les changements sont perceptibles, mais il convient aujourd'hui de poursuivre les efforts et d'inscrire ces transformations dans la durée. C'est le défi qu'Equipop et ses partenaires doivent relever ensemble.

1. Secteur 15 de Ouagadougou et Saaba au Burkina, XIIème arrondissement de Cotonou et Zogbodomey au Bénin, quartier de Gamkallé de Niamey et Loga au Niger

Pascale Maquestiau, formatrice au Monde Selon Les Femmes

TÉMOIGNAGE

Pendant trois ans, Pascale Maquestiau a été une partenaire technique d'Equipop dans le cadre du projet *Défi Jeunes*. À travers des formations régulières, elle a ainsi appuyé les équipes dans l'intégration de l'approche genre. Un long chemin passionnant.

Pascale, tu es intervenue dans ce programme en tant qu'experte genre. Quel était ton rôle concrètement ?

Mon rôle était d'accompagner les partenaires locaux des trois pays d'intervention dans l'intégration transversale du genre. Pour réaliser cela, des formations ont été organisées au rythme d'une par an, par équipe et par pays. Tout d'abord, c'était la découverte du concept, en partant des ressources du groupe et de sa capacité d'analyse. Ensuite, les deux formations suivantes ont travaillé les résistances et les stratégies d'action à mettre en place. Un renforcement périodique était aussi prévu à partir de la lecture des mémos réalisés par les équipes.

Tu as donc travaillé avec tous les membres des équipes quel que soit leur rôle dans la structure et le projet ?

Effectivement. Ce travail a permis de pouvoir comprendre les mécanismes de pouvoir de chacun-e. De manière collective, nous avons essayé de renforcer les synergies et de construire une culture commune. Il est certain que quelques jours par an ne peuvent être producteurs de grands changements rapidement. C'est pourquoi ma démarche a toujours été d'aller chercher la pertinence de l'intervention et de l'intégration du genre au niveau de chacun-e, là où il/elle en était capable.

En quoi ton intervention et le travail évolutif avec les équipes sur la durée du projet a-t-elle pu contribuer au renforcement de l'empowerment des jeunes filles ?

Analyser les pouvoirs en place et travailler au

changement de ceux qui sont inégaux a mobilisé les membres de l'équipe à leur niveau et a influencé leurs pratiques professionnelles et parfois privées. La notion d'empowerment est souvent confondue avec l'autonomisation des personnes mais le changement de regard sur l'autre a ouvert des pistes intéressantes.

Que retiens-tu de cette expérience et quelles seraient tes recommandations pour poursuivre notre action ?

L'intégration du genre au sein des équipes prend du temps. Les parcours individuels et les contextes institutionnels influencent fortement les perceptions, et l'approche de genre n'a de valeur mobilisatrice que si elle a favorisé une prise de position et des mécanismes de changement dans la pratique de chacun-e. Il serait intéressant de systématiser ce chan-

gement à travers un accompagnement, type "gendercoaching", que soient inclus des mécanismes de monitoring, et que les responsables des équipes soient formés à la gestion de projets selon le genre. Certaines thématiques devraient être aussi travaillées de manière stratégique : les masculinités, par exemple. Quand une jeune fille en situation de vulnérabilité arrive à dire non mais que les jeunes hommes de la même communauté disent « elle est juste bonne à être violée », le changement de comportement de l'une ne pourra pas faire face aux discriminations des plus forts. Dans les équipes où l'accès au pouvoir institutionnel est inégalement réparti entre femmes et hommes, un appui institutionnel pourrait être réalisé.



02

Mobiliser

Équilibres & Populations mobilise les acteurs et actrices d'influence pour créer un environnement institutionnel et juridique favorable au développement humain et en particulier à l'amélioration du statut des femmes et des filles.





Plaidoyer France : 2012, une transition réussie

En terme de plaidoyer vis-à-vis du gouvernement français, 2012 représentait une année charnière à tous points de vue. L'arrivée d'une nouvelle équipe gouvernementale impliquait nécessairement une prise de contact rapide et l'établissement de liens étroits, même si les thématiques portées par Equipop, restaient évidemment les mêmes. Par ailleurs, des échéances internationales de grande importance imposaient une opérationnalisation des messages pour contribuer à ce que la France donne de la voix pour défendre les questions de santé des femmes et d'égalité entre les femmes et les hommes.

LA FRANCE RÉ-INVESTIT L'ONU

Dès le mois de mars, la réunion annuelle de la CSW (littéralement « commission sur le Statut des femmes », en anglais) démontrait que le contexte international se tend considérablement, les États membres des Nations unies ne parvenant pas à un accord. Les positions conservatrices tenues par de nombreux pays tentaient de grignoter les acquis en matière de droits des femmes obtenus de haute lutte par les pays plus progressistes, qui refusaient tout recul.

Cette situation préoccupante signifiait donc que la CPD (commission sur la Population et le développement), tenue quelques semaines plus tard, allait revêtir une importance toute particulière. Or, depuis quelques années, la France faisait le service minimum sur la CPD : présence relativement silencieuse de la représentation française à New York, et peu ou pas d'implication des services centraux du ministère.

Début 2012, Equipop a souligné la nécessité pour la France de reprendre sa place dans les débats, d'autant que le thème de la CPD 2012, « Jeunesse et adolescents », correspondait à une thématique nouvellement portée par la coopération française.

Au final, l'implication de la France a permis de tenir une position solide, évidemment accompagnée de celle d'autres pays de l'Union européenne qui ont parfois œuvré en appui avec des associations par ailleurs partenaires d'Equipop. Et de fait, une résolution a été signée. Bien que le texte final manque d'ambition à nos yeux, l'hémorragie a donc été stoppée.

En 2012, Équilibres & Populations a effectué un plaidoyer plus offensif que par le passé. Les discussions avec le nouveau gouvernement, plus réceptif à certains messages, ont pu passer du niveau théorique au niveau opérationnel. Les résultats sont là, et les bases pour 2013 paraissent solides.

LES ADOLESCENTES, ENJEU MAJEUR

Parallèlement, le travail sur la question des adolescentes laissées pour compte s'intensifiait. En mai 2011, Equipop avait notamment été à l'origine d'un sommet des parlementaires sur les enjeux « jeunes filles et population », jusqu'alors peu ou pas pris en compte. Ce travail de fond, alimenté par des années de constats sur le terrain et de réflexions pour trouver des réponses adéquates aux réalités des pays en développement, a pris une forme de plus en plus concrète en 2012. Tandis qu'Equipop diffusait largement son étude « Les jeunes filles en situation de vulnérabilité : une population invisible dans la politique de développement française ? », qui dressait un état des lieux à fin 2011, le ministère des Affaires étrangères lançait son groupe de travail « Adolescentes, jeunes femmes et développement » en janvier 2012. Au cours de plusieurs séminaires destinés à formuler des recommandations, Equipop, pionnière sur le terrain, a bien entendu apporté son expertise à ce groupe, particulièrement sous l'angle de la santé sexuelle et de la procréation.

Cette même connaissance de l'articulation entre institutions françaises et contexte subsaharien a contribué au bon déroulement d'un atelier organisé par l'UNFPA en novembre, à Cotonou. L'enjeu était d'intégrer la thématique des jeunes filles dans la lutte contre la mortalité maternelle. Sans Equipop en cheville ouvrière, pas de participation significative de la société civile locale, actrice incontournable de la réussite de l'initiative dite de Muskoka, en cours depuis 2010. Côté exclusivement français, Equipop a continué, au cours de la deuxième des cinq années prévues pour l'Initiative, de promouvoir une plus grande transparence autour des engagements de dépenses et leur suivi.

UN PLAIDOYER PLUS POLITIQUE

De façon générale, en 2012, les messages portés par Equipop ont été entendus à plus haut niveau que les années précédentes. Le nouveau gouvernement se montrant plus réceptif sur certaines approches, en particulier celle dite « par les droits », le plaidoyer a pu se faire plus politique, sans pour autant négliger l'apport technique qu'une petite structure comme la nôtre peut fournir. La commission

« genre » de Coordination SUD, qu'Equipop coordonne, a par exemple été reçue à l'automne par le ministre chargé du Développement, Pascal Canfin, pour une concertation sur l'égalité entre les hommes et les femmes. Un échange avec le nouveau ministère des Droits des femmes a également été initié, car il s'agit là d'une porte d'entrée stratégique pour toucher les actions du gouvernement de façon transversale.

UN ÉVÉNEMENT FÉDÉRATEUR : L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA RHSC

Equipop, partenaire français historique de la Coalition pour les produits de santé de la reproduction (partenariat mondial d'organisations publiques, privées et non-gouvernementales), a largement contribué au choix de tenir l'assemblée générale annuelle à Paris, en se faisant l'intermédiaire entre les autorités françaises et le secrétariat de la Coalition. Le fait de réunir sur deux jours, plus de deux cents personnes venues du monde entier, provoque inévitablement une prise de conscience de la nécessité d'accroître les efforts en la matière.

Ce forum a en particulier été l'occasion pour Najat Vallaud-Belkacem, alors nouvelle ministre des Droits des femmes et porte-parole du gouvernement, de faire son premier

discours sur les enjeux de santé sexuelle et de la procréation à l'international. Après son annonce, quelques semaines plus tôt, de la mise en place d'une « diplomatie des droits des femmes », la ministre assurait que la France ne tarderait plus à se faire une championne des questions de planification familiale et de contraception. Une déclinaison de cette nouvelle approche diplomatique est évidemment pertinente aux yeux d'Equipop.

2013, LA VITESSE SUPÉRIEURE

Les bases étaient donc posées pour que la France ne soit plus en retrait sur la scène internationale. En 2013, elle prendra effectivement de vraies initiatives pour pousser les thématiques liées à la santé sexuelle et de la procréation, notamment dans les négociations pour faire entendre une voix progressiste de l'Union européenne. Ce rôle il n'y a pas si longtemps endossé par les Britanniques, les Néerlandais et les Scandinaves, la France le jouera dès le début 2013. Il faudra désormais trouver une bonne traduction pour faire référence à ces États bailleurs qui partagent le même souci de promouvoir ces thèmes.

Thomas Dubois, un agent engagé pour les droits des femmes

TÉMOIGNAGE

Thomas Dubois, en poste depuis deux ans, est notre principal interlocuteur au ministère des Affaires étrangères à l'occasion des réunions onusiennes. Ouvert à la possibilité d'échanger avec la société civile, il a largement contribué à améliorer la participation française aux négociations multilatérales

Depuis peu, on entend davantage la France sur la scène internationale concernant la santé et les droits des femmes. La commission Population et développement de 2012 a-t-elle été un tournant ?

Oui, cela été un tournant pour un certain nombre d'États membres de l'ONU, qui ont pris conscience de la nécessité de mieux se coordonner et d'être plus vocaux, au sein de cette commission, sur les questions de santé sexuelle et reproductive, du fait que les négociations des années précédentes avaient fait craindre de nets reculs. La commission de 2012 a provoqué le réveil des États portant des positions progressistes sur les droits des femmes ; ils se sont mieux organisés pour reprendre le leadership sur les négociations dans cette enceinte en particulier. Et 2012 n'était pas une année anodine sur le chemin de l'agenda du développement post-2015 et du vingtième anniversaire de la conférence du Caire.

Quel est le rôle de la société civile dans la prise de conscience des décideurs politiques ?

À la conférence du Caire en 1994, la participation de la société civile avait considérablement changé l'agenda international sur les questions de population et développement. Aujourd'hui, dans cet agenda, et dans le travail mené en France, la société civile est un des moteurs du progrès, notamment pour articuler plaidoyer et approche par les droits. Les droits doivent être garantis, et mis en œuvre : à ce niveau, la société civile tient un rôle forcément central.

Qu'apporte l'organisation d'un événement comme l'assemblée générale de la Supplies Coalition (RHSC) ?

La réunion annuelle de la RHSC, que nous avons organisée en octobre à Paris, a été importante pour la France, qui s'est ainsi rendue plus visible dans le champ de la santé sexuelle et reproductive. C'était l'occasion de délivrer un message aux différentes parties prenantes, mais aussi de se mettre à niveau, techniquement, sur un certain nombre de sujets. Cela a concrétisé le nouvel engagement de la France au sein du comité de pilotage de la Coalition qui, de par la nature différente de ses membres, conduit un travail intéressant pour trouver des solutions innovantes destinées à améliorer plaidoyer et instruments.

L'apparition du ministère des Droits des femmes a-t-elle eu des effets bénéfiques sur la coopération française ?

Cette (ré-)apparition a eu un effet clairement bénéfique pour l'égalité femmes-hommes, non seulement sur la coopération française mais sur toute l'action internationale de la France, en particulier en matière de droits et de santé sexuelle et reproductive.

L'implication du ministère et de la ministre elle-même a grandement renforcé la visibilité de la France sur ces questions, et lui a donné une voix, une figure. L'engagement du gouvernement, de manière transversale, a contribué à augmenter l'ambition de la France sur ces sujets.



Les filles en Afrique de l'Ouest : une priorité stratégique pour Équilibres & Populations

LA RÉALITÉ DES CHIFFRES ET L'URGENCE D'AGIR

Dès la naissance, les filles disposent d'un accès inégal aux soins de santé élémentaires, et ce, durant toute leur vie. Souvent, les filles font l'objet de moins d'attention que les garçons du point de vue de la prévention et du traitement des maladies infantiles, et même de l'accès à l'éducation. À l'adolescence, les filles ont très peu accès aux services de santé reproductifs, aux espaces sûrs et aux conseils adéquats en matière de sexualité. Elles sont ainsi très exposées au risque de grossesse non désirée et précoce, d'infection par le VIH et à d'autres infections sexuellement transmissibles, de même qu'à l'avortement à risques et aux complications liées à la grossesse ou à l'accouchement.

Les adolescentes qui, en Afrique de l'Ouest,

représentent près du quart des femmes en âge de procréer. Les filles âgées de 15 à 29 ans contribuent pour 60% à la fécondité générale. À l'âge de 20 ans, la quasi totalité des filles dans cette région (92%) ont déjà eu leurs premiers rapports sexuels et une jeune fille sur cinq a déjà donné naissance à au moins un enfant. 31,6% des filles de 15 à 19 ans sont déjà mariées ou en union, et 65% d'entre elles ont été excisées.

Les filles continuent pourtant à être les oubliées des programmes et politiques publiques. Or, si les jeunes représentent l'avenir de ces pays, c'est au présent qu'il faut répondre à leurs besoins. Aujourd'hui, améliorer leur santé sexuelle et reproductive représente un défi et une condition pour le développement de l'Afrique de l'Ouest.

C'est précisément pour contribuer à mieux prendre en considération cette population

L'Afrique de l'Ouest est la région qui affiche des taux de prévalence contraceptive les plus faibles au monde et des taux de mortalité maternelle qui peinent à baisser. De récentes études montrent une forte proportion d'adolescentes parmi le nombre de décès maternels et d'avortements à risque. Équilibres & Populations s'est fortement impliquée avec ses partenaires en faveur de cette population « laissée pour compte » et l'année 2012 a été marquée par des engagements encourageants de la part des décideurs et des partenaires au développement. Il s'agit maintenant de les traduire en actions.

laissée pour compte qu'Equipop, en collaboration avec ses partenaires, informe et mobilise les gouvernements béninois, burkinabè et nigérien. Ce travail a abouti à un certain nombre d'engagements politiques et programmatiques. Au Bénin, par exemple, les jeunes filles en situation de vulnérabilité ont été incluses comme population cible dans la stratégie nationale multisectorielle de santé sexuelle et de la reproduction des adolescents et jeunes 2011-2015 et dans son plan d'action. Au Burkina Faso, elles ont été prises en compte dans le plan de repositionnement de la planification familiale (ligne budgétaire spécifique) ainsi que dans le document de Politique nationale de protection sociale. Au Niger, un programme spécifique « Initiatives Adolescentes » (UNFPA / État) a été lancé ; notre partenaire local, l'ONG Lafia Matassa, est étroitement associée. Dans chacun de

ces pays, l'engagement politique au plus haut niveau s'est aussi illustré symboliquement par la célébration officielle du 11 Octobre 2012, journée internationale de la fille. « Nous allons fêter cette journée avec le maximum d'éclat, pour marquer notre soutien », a ainsi déclaré le Président de la république du Niger, son Excellence Monsieur Mahamadou Issoufou, répondant à l'interpellation d'Equipop lors de sa rencontre en France avec la société civile. Notons, qu'il s'agissait seulement de la deuxième journée internationale de la fille. C'est en effet onze ans après l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le développement que la communauté internationale a accepté d'instaurer une journée entière pour les jeunes filles, après un long plaidoyer de nombreuses ONG, dont Equipop. Si l'engagement politique et programmatique reste un indicateur important, cela n'est, bien entendu,

pas suffisant pour améliorer le quotidien des filles d'Afrique de l'Ouest. Il faut aussi envisager des actions concrètes, pour relever le défi d'un développement harmonieux avec, pour socle, les droits et la dignité humaine.

DE LA VOLONTÉ AUX ACTIONS CONCRÈTES

Pour agir, il faut des fonds, et l'initiative de Muskoka¹ constitue un cadre favorable pour passer des intentions aux actions concrètes. C'est en tout cas la conviction de partenaires comme UNFPA et l'OMS qui, en novembre, à Cotonou, au Bénin, ont organisé un atelier afin de promouvoir les droits et la santé de la procréation dans les programmes financés par le fond de solidarité prioritaire Muskoka de la France. Le principal objectif de cette rencontre était de revoir les plans d'actions de lutte contre la mortalité maternelle de dix pays d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Tchad, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, RCA, Sénégal, Togo). L'atelier réunissait les représentants nationaux des ministères de la santé et des jeunes et les agences locales de UNFPA, de l'UNICEF et de l'OMS. Pour Equipop, il était indispensable que des acteurs de la société civile africaine agissant concrètement en faveur des adolescentes puissent apporter leur éclairage. Grâce au ministère des Affaires étrangères français, cela a été rendu possible : Equipop et quatre de ses partenaires ont ainsi pu enrichir les débats en mettant en lumière les besoins constatés sur le terrain, les échecs et les succès des interventions conduites jusqu'alors. Au terme de cet atelier, les neuf délégations présentes ont formulé des recommandations précises pour améliorer l'efficacité des programmes parmi lesquelles :

1. Appuyer la formulation des politiques et programmes sur des données correctes et récentes.
2. Améliorer les politiques pour protéger les adolescentes et leur permettre de développer tout leur potentiel.
3. Fournir aux adolescent-e-s informations et éducation non moralisante sur la santé sexuelle et reproductive.
4. Assurer l'accès des filles à des services de santé sexuelle et reproductive de qualité, particulièrement l'accès aux soins de la contraception.
5. Renforcer les capacités des parents à soutenir leurs enfants et adolescents dans la transition de l'enfance vers l'âge adulte.
6. Impulser un changement durable en appuyant l'adoption d'habitudes sociales et de lois plus favorables pour les jeunes filles en particulier à travers une large mobilisation sociale.

Il reste maintenant à espérer que chaque pays recevant des fonds Muskoka révisera ses stratégies pour mieux répondre aux besoins des adolescentes et surtout développera/appuiera des programmes efficaces qui permettront de changer la situation de cette population. Equipop continuera d'apporter son appui pour rendre cela possible.

1. Pour mémoire, lors du sommet de Muskoka, en juin 2010, les pays du G8 et leurs partenaires se sont engagés à hauteur de 7 milliards d'euros d'ici 2015 pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le développement 4 et 5. La France y contribuera à hauteur de 500 millions d'euros sur 5 ans, au-delà de sa contribution annuelle de 300 millions d'euros.

La docteure Djénéba Sanon-Ouedraogo une personne clé pour les femmes au Burkina Faso

TÉMOIGNAGE

La docteure Djénéba Sanon-Ouedraogo, directrice générale de la santé, est une interlocutrice régulière pour Équilibres & Populations, avec qui, au fil des ans, elle a noué une collaboration fructueuse.

Pourquoi est-il important pour le Burkina Faso d'investir dans les femmes et les filles ?

Au Sommet mondial de 2005 pour l'examen décennal de la mise en œuvre du Programme d'action de Pékin, les gouvernements de tous les pays ont reconnu que ce qui est un progrès pour les femmes est un progrès pour tous. J'adhère à cette déclaration. Au Burkina, Il faut augmenter les investissements ciblés en faveur des femmes et des filles et les concentrer sur les domaines dont l'effet est catalytique sur la pauvreté et les inégalités. Ces domaines sont : la scolarisation des filles, l'amélioration des services de santé sexuelle et reproductive, l'accès à des fonds conséquents et non seulement à des microcrédits, l'accès à des postes de responsabilité.

Comment le Burkina Faso prend-il en compte les besoins des filles en situation de vulnérabilité dans ses programmes de développement ?

Cela se fait au niveau de tous les départements adressant ces questions de vulnérabilité : l'action sociale, la santé, la promotion de la femme. Comment ? À travers l'élaboration de programmes d'action intégrant des aspects sur cette cible vulnérable ou par le biais de programmes spécifiques la ciblant (projet de lutte contre les mariages précoces, de lutte contre la pratique de l'excision). Tous les programmes de santé sexuelle ont aussi maintenant des points spécifiques sur les besoins des filles en difficulté. Cependant, si dans les

programmes les filles sont maintenant bien prises en compte, dans leur opérationnalisation, elles sont encore trop souvent oubliées. D'autres projets existent sur la base de fonds mobilisés par des ONG et d'autres partenaires (comme ceux conduits par l'ASMADE avec l'appui d'Equipop).

Quelle est la nature de votre collaboration avec Equipop sur ces questions ?

Equipop intervient dans le plaidoyer auprès du ministère de la Santé pour un meilleur positionnement de cet investissement sur la santé des femmes et des filles. Nous collaborons aussi dans le cadre de la définition des stratégies adressant la santé sexuelle et reproductive. Son plaidoyer a permis de positionner depuis 2011 de manière claire la problématique de la planification familiale avec l'organisation de la conférence sur la planification familiale en février 2011 et à travers le suivi fait dans le cadre du partenariat de Ouagadougou sur le plan de relance de la planification familiale. Enfin, nous collaborons ensemble pour la recherche de financements en appui aux associations ayant des actions permettant d'assurer un meilleur investissement dans les femmes et les enfants (cas de l'ONG ASMADE) ou encore dans le cadre de la délégation des tâches pour faire face à l'insuffisance de ressources humaines qualifiées. J'apprécie la collaboration que nous avons avec Equipop ; elle doit aller en se renforçant.





03

Accompagner

Équilibres & Populations
accompagne les partenaires
au développement en
renforçant leurs capacités
d'intervention.



Développement économique des femmes africaines : Équilibres & Populations accompagne les acteurs et actrices du changement social

Depuis fin 2009, Equipop a participé au programme triennal « Genre et économie, les femmes actrices du développement » qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie « genre et développement » du Ministère des Affaires étrangères. Ce programme a concerné les filières de l'agro-alimentaire et de l'artisanat au Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Il a mobilisé une douzaine d'organisations françaises de solidarité internationale et une trentaine d'organisations africaines. Son innovation principale reposait sur l'intégration de l'approche de genre dans des projets de développement économique. Notre pari : contribuer aux changements dans les rapports sociaux de sexe et les normes sociales.

Pour ce faire, un travail coopératif a été réalisé entre, d'un côté, des structures ayant un savoir-faire technique dans l'accompagnement de projets économiques et, de l'autre, plusieurs associations françaises et expertes africaines, spécialistes de l'approche genre. Equipop, qui faisait bien entendu partie de la seconde catégorie et par là même du « pôle Genre » du programme, a apporté son appui dans l'intégration du genre dans les activités économiques développées mais aussi dans la conduite d'actions de plaidoyer ciblées.

Posséder une terre, circuler pour commercer, se former, suivre des cours d'alphabétisation, utiliser les revenus de son activité, acheter des matières premières, travailler dans la mécanique ou le bâtiment, briguer des mandats électoraux... Autant de droits que les femmes actrices du projet « Genre et économie » ont souhaité obtenir pour renforcer et maîtriser leur activité, quitte à remettre en question et modifier des normes sociales inégalitaires. Équilibres & Populations a accompagné les différents acteurs et actrices de cette dynamique pour améliorer l'impact de leur action, en les aidant à intégrer une approche de genre dans leurs projets mais aussi en les appuyant dans la conduite d'actions de plaidoyer.

ANALYSER LES SITUATIONS SOCIALES, INFORMER ET SENSIBILISER LES POPULATIONS POUR PLUS D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Le programme visait la remise en cause des stéréotypes et des pratiques qui empêchent les femmes d'exercer certains métiers, d'accéder à la terre, de vendre elles-mêmes leurs produits, de se déplacer librement ou même de gérer leur propre argent. Les stéréotypes qui stigmatisent les hommes disposés à encourager l'activité économique de leur femme (en participant aux tâches domestiques par exemple) étaient également pris en compte. Et comme les changements

culturels, sociaux, familiaux, institutionnels ne peuvent pas être dictés de l'extérieur, il a fallu impliquer toutes les actrices et tous les acteurs concernés : les femmes, leurs maris, leurs belles familles, les organisations locales, les leaders d'opinion, les chefs coutumiers et les institutions.

Dans ce but, le pôle genre a appuyé les organisations afin qu'elles déploient des formations (sur le genre, l'égalité et les droits) à l'attention des femmes mais aussi de leur entourage et des communautés. Nous avons ainsi partagé des outils pratiques pour l'action participative comme les horloges du temps, les arbres à problèmes ou encore les cartographies sociales. Ces différents outils ont notamment

permis l'analyse des temps de vie et des activités, révélant ainsi les surcharges de travail des femmes, qui assument souvent une triple journée : travail domestique et soins de la famille, activité génératrice de revenus et aide aux travaux agricoles sur le champ de leur mari. Des séances de causeries débats ou de théâtre action ont aussi permis de discuter d'enjeux sociaux comme les droits, les violences, la propriété foncière.

MOBILISER LES DÉCIDEURS : UN LEVIER NÉCESSAIRE POUR DES CHANGEMENTS PÉRENNES

Afin de faire en sorte que les changements de mentalités soient accompagnés par des avancées concrètes pour les femmes, actrices économiques, Equipop a dès le départ eu la préoccupation d'appuyer les équipes des projets dans la conduite d'actions de plaidoyer ciblées au niveau local.

Après analyse des contextes, les principaux thèmes de travail et objectifs poursuivis ont été : l'intégration d'une approche de genre dans les plans de développement locaux, la reconnaissance officielle de métiers artisanaux pratiqués par les femmes au niveau des chambres des métiers et de l'artisanat, l'obtention de titre de propriété ou de documents officiels réglementant l'usage foncier pour des terres ou des espaces de production.

Dans un premier temps, il s'est agi de valoriser et d'homogénéiser les savoirs en matière de plaidoyer et de les renforcer en apportant des éléments méthodologiques et des outils d'analyse. Puis l'élaboration de cartes du pouvoir a aidé les équipes à identifier précisément les acteurs-clés en lien avec la thématique et leur degré d'adhésion ou d'opposition potentiel à l'objectif visé. À ce stade, des alliances avec des groupes ayant des intérêts convergents ont été créées.

C'est à partir des étapes précédentes que les équipes ont pu élaborer une stratégie, identifier toutes les activités à mener et établir un plan d'action.

Au Bénin, par exemple, le CAGED a pris conscience qu'il ne pouvait atteindre son objectif d'intégration du genre et/ou des actions du projet dans les plans locaux de développement sans formuler lui même des propositions claires et précises de modifications. Il a fallu également que l'équipe se familiarise avec les procédures d'élaboration et de validation du budget communal pour que des lignes budgétaires soient spécifiquement affectées.

Au terme du programme d'autres succès ont été enregistrés : par exemple, la reconnaissance au niveau de la chambre des métiers et de l'artisanat du Burkina Faso du métier de restaurateurs-trices de rue, l'obtention de titres officiels d'usage d'espace de production de la part des chefs coutumiers, à Kara au Togo, et l'instauration de pratiques de discrimination positive pour favoriser l'emploi des jeunes femmes au niveau de l'ANPE du Togo.

Par ailleurs, les associations se sont appropriées des techniques et ont acquis des réflexes qu'elles pourront réutiliser – pour preuve, les enseignements qu'elles ont tirés de leurs expériences et qui leur ont permis d'identifier collectivement des bonnes pratiques et des recommandations pour mener efficacement une action de plaidoyer.

Des films pour partager



Dans la cadre du projet « Genre et économie », quarante organisations françaises et africaines, ont travaillé au Bénin, Mali, Niger, Sénégal et Togo avec plusieurs centaines de femmes pour lever les obstacles liés aux inégalités entre les sexes qui les empêchent de pérenniser leurs activités économiques.

Équilibres & Populations a coordonné la réalisation de trois films¹ qui apportent un éclairage complémentaire sur cette expérience concrète.

La part des femmes, porte un regard sur les conditions de vie des femmes africaines ; il insiste sur l'importance de l'éducation, de la formation, de la reconnaissance civile et de l'abandon des tabous pour que l'approche par l'économie favorise leur émancipation.

Genre et économie : les femmes actrices du développement, présente le processus d'intégration de l'approche de genre dans lequel les acteurs et actrices se sont engagées, et les modifications des rapports sociaux de sexe obtenues

La pièce de théâtre *Je n'arrête pas de courir* est une exemple d'outils utilisés pour déconstruire avec les communautés les stéréotypes sexistes et pour interpellier les décideurs.

¹ Une brochure méthodologique coordonnée par Adéquations complète les films.

Santé de la procréation : Équilibres & Populations auprès des Burkinabè pour mobiliser les fonds européens

UN PLAIDOYER POUR LA SANTÉ ET LA SANTÉ DE LA PROCRÉATION RÉUSSI AUPRÈS DE L'UE ET DU GOUVERNEMENT BURKINABÈ

La stratégie de plaidoyer d'Equipop s'est déployée selon deux axes : convaincre l'UE de concentrer ses financements sur la santé et convaincre le ministère de la santé burkinabè d'allouer une plus grande part de son budget à la santé de la procréation.

Fidèle à sa nouvelle politique de développement « Accroître l'impact de la politique de développement : un programme pour le changement », l'UE s'est proposée de concentrer ses efforts dans le domaine du développement sur les pays partenaires qui en ont le plus besoin et dans lesquels son aide peut exercer l'impact le plus fort. C'est ainsi qu'en 2012, dans la perspective de leur prochaine collaboration, l'UE et le Burkina Faso ont engagé un processus de réflexion pour la programmation du 11ème Fonds Européen de Développement (FED) pour la période de 2014 à 2020.

Dans ce contexte, Equipop a accompagné les OSC burkinabè dans la conduite d'un plaidoyer orienté essentiellement sur la prise en compte de la santé comme secteur de concentration. Après des mois de travail en concertation avec les acteurs locaux de la société civile, des résultats concrets ont été obtenus. En effet, grâce aux différentes rencontres avec le chef de délégation et la chargée de programmes secteurs sociaux (de mai à août), aux nombreuses lettres de plaidoyer (de mai à octobre) et à la participation d'Equipop à la consultation de la société civile par l'UE sur la programmation du 11ème FED, le 26 juillet, la santé a été finalement retenue comme secteur de concentration pour la période 2014-2020, aux côtés de la sécurité alimentaire et de la bonne gouvernance au Burkina Faso.

Parallèlement à ce travail en direction de l'UE, depuis plusieurs années, Equipop mène un plaidoyer auprès des décideurs nationaux. Ce dernier a largement contribué à l'augmentation des ressources allouées, par le budget de l'État, à la santé et aux droits sexuels

Contribuer à l'amélioration de la santé et des droits sexuels et procréatifs des populations (SDSP) au Burkina Faso par la mobilisation de l'aide européenne au développement est l'objectif que s'est fixé « Euroleverage ». En 2012, Équilibres & Populations, responsable du projet au Burkina Faso, a continué ses actions de plaidoyer ainsi que son accompagnement des acteurs au développement pour mobiliser des ressources.

et procréatifs (SDSP). En effet, sur la base de l'analyse du budget de la santé que nous avons conduite en interne, nous pouvons affirmer que le financement alloué à la SDSP par le budget national a plus que doublé, son taux passant de 2% entre 2005 et 2009 à 3% entre 2009 et 2010, puis à 4,5% entre 2010 et 2012. Entre 2010 et 2012, la moyenne du financement alloué à la SDSP a donc gagné 1,5 point en valeur par rapport au financement global du secteur de la santé au Burkina Faso. De plus, les actions de plaidoyer engagées par Equipop et ses partenaires se poursuivent auprès du gouvernement et des parlementaires pour l'augmentation en valeur monétaire de la ligne budgétaire relative à la subvention des produits contraceptifs qui est de 500 000 000 FCFA depuis 2009, de même que le maintien et l'augmentation en valeur monétaire des lignes budgétaires pour le financement des soins obstétricaux et néonataux d'urgence.

MOBILISATION DES RESSOURCES : INFORMER ET FORMER ACTEURS GOUVERNEMENTAUX ET ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Dans le cadre de la mobilisation des ressources, les actions d'accompagnement d'Equipop en 2012 ont bénéficié à la fois au gouvernement (initiative OMD de l'Union européenne) et aux organisations de la société civile (renforcement des capacités).

Lors de l'Assemblée générale de l'ONU sur les OMD tenue en septembre 2010 à New York, l'UE, dans le cadre de l'initiative « Objectifs du Millénaire pour le développement » avait annoncé l'octroi d'un fonds supplémentaire d'un milliard d'euros au profit des pays Afrique Caraïbes Pacifiques (pays ACP) en vue de leur permettre d'atteindre les OMD d'ici à 2015. Suite à cette annonce, Equipop s'est engagée à accompagner le gouvernement, et plus particulièrement la Direction générale de la coopération (DG-COOP) afin qu'ils élaborent et soumettent des requêtes pour la réalisation des OMD 4 et 5. Au final,

en plus du financement des 23,616 milliards de FCFA (soit environ 36 millions d'euros) en appui sectoriel/santé (dont une bonne partie sera allouée à la SDSP), l'accompagnement d'Equipop a abouti à l'élaboration et à la soumission à l'Union européenne par le gouvernement burkinabè d'un autre projet de développement d'une valeur de 19,68 milliards de FCFA (soit environ 29 millions euros) en 2012. Les actions d'accompagnement d'Equipop à l'endroit de la société civile ont pris la forme, quant à elles, d'une diffusion régulière d'informations spécifiques aux financements européens et de formations en conception et montage de projets.

C'est ainsi qu'Equipop a publié un bulletin d'information sur les programmes et les financements au titre de l'aide publique au développement de l'Union européenne et de ses pays membres, mettant notamment en relief les priorités de financement des bailleurs de fonds.

Pour ce qui est des formations, en 2012, Equipop a organisé trois rencontres de préparation aux appels à propositions et un atelier d'amélioration des compétences des OSC en matière de mobilisation des ressources. Cet atelier, axé sur la recherche documentaire, l'environnement de l'aide publique au Burkina Faso, l'analyse des problèmes et des solutions, l'élaboration du budget et la planification des activités, a permis à une dizaine d'organisations de la société civile de disposer en leur sein des compétences à même de monter des projets et de mobiliser des ressources en matière de santé et de droits sexuels et procréatifs.

Kpekpe Nestor Kambire, un acteur engagé pour l'amélioration de la santé de la procréation au Burkina Faso

TÉMOIGNAGE

Kpekpe Nestor Kambire est coordinateur de programmes de l'association Solidarité Action Faire Face (ASAFF), partenaire d'Équilibres & Populations dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Euroleverage »

ASAFF intervient dans les domaines des IST/VIH/SIDA, de la tuberculose, du paludisme et de la santé de la reproduction. Comment a-t-elle connu Equipop et pourquoi prendre part au projet Euroleverage (EL) ?

Nous avons entendu parler du projet « Euroleverage » en 2010 lors d'une participation à un atelier organisé par le Groupe technique SR sur le plaidoyer en faveur à l'invitation du BURCASO. Ce jour là, la représentante d'Equipop a fait une présentation faisant cas des formations proposées sur la mobilisation des ressources de l'UE en faveur de la SDSP. Nous l'avons approchée pour mieux connaître Equipop et négocier notre participation à l'atelier de mobilisation des ressources. En prenant part à « Euroleverage », nos objectifs étaient d'acquérir des compétences, de prendre contact avec l'extérieur et de nous familiariser avec le système de financement de l'UE. Nous recherchions également des opportunités de partenariat pour le renforcement des capacités de financement de l'association.

En quoi « Euroleverage » a-t-il concrètement été utile à ASAFF ?

Notre participation à ce projet nous a été bénéfique à plus d'un titre. Cela a permis d'améliorer nos compétences en élaboration de projets, de nous enregistrer dans la base de donnée en ligne de l'UE (PADOR) et d'acquérir des informations sur les programmes

de financements des pays de l'UE. Ensuite, le projet a favorisé la nette augmentation des financements de ASAFF qui sont passés de 47 650 000 FCFA (soit 72 642 euros) en 2009 à 90 millions (soit environ 137 000 euros) en 2010, 147 millions (soit 224 000 euros) en 2011 et 204 754 000 (soit environ 312 000 euros) en 2012. Pour nous, ce progrès en mobilisation des ressources est indissociable du soutien d'Equipop. En effet, les ressources mobilisées proviennent à 80% d'ONG internationales et d'institutions telles que l'UE à travers le PROS, la Fondation de France, Sidaction-France, le PAM.



Quelle est votre collaboration avec Equipop et quelles suggestions faites-vous quant à une possible amélioration ?

Notre collaboration avec Equipop a été très fructueuse. Cette collaboration, avec la mobilisation des ressources à laquelle nous sommes parvenus, fait la fierté de la région du Centre-Est en terme de contribution à l'amélioration de la santé de la reproduction. Nous sommes et resterons reconnaissants aux responsables d'Equipop qui nous ont acceptés comme partenaire dans le projet « Euroleverage ». Pour son amélioration, nous suggérons son renforcement dans le cadre du plaidoyer, de l'appui technique pour l'élaboration de projets SDSP, et du partage d'expériences avec les associations partenaires.

O4

Mieux connaître l'ONG

Créée en 1993, par des médecins et des journalistes, dans le contexte de la conférence internationale sur la population et le développement du Caire, Équilibres & Populations travaille à améliorer les conditions de vie et le statut des femmes, facteur essentiel d'un développement juste et durable.

Aujourd'hui, Équilibres & Populations est une structure s'appuyant sur douze salariés et cinquante membres, avec un budget annuel de quelque 1,5 million d'euros. Le siège est à Paris et, depuis quatre ans, l'ONG a un bureau sous-régional à Ouagadougou, au Burkina Faso.

Une vision, des valeurs

Dans la vision portée par Équilibres & Populations, il ne pourra y avoir de développement durable sans qu'y soit associée la moitié féminine de l'humanité. L'amélioration des conditions de vie et du statut des femmes, notamment leur santé et leurs droits sexuels et procréatifs, est à la fois un facteur et un marqueur de développement.

Notre vision repose sur un socle de valeurs.

RESPECT DES DROITS HUMAINS

Équilibres & Populations plaide pour la reconnaissance universelle des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels et pour leur mise en œuvre pour toutes et tous, partout, à travers des processus de participation et d'appropriation politiques et sociales.

BIEN-ÊTRE, LIBERTÉ ET RESPONSABILITÉ

Équilibres & Populations considère que le bien-être des populations ne se mesure pas seulement par des indicateurs économiques mais aussi par les capacités des individus qui les composent à exercer des choix éclairés et autonomes, tout en assumant leurs responsabilités dans la société à laquelle ils appartiennent.

JUSTICE SOCIALE ET ÉQUITÉ

Équilibres & Populations défend un développement humain qui donne à toutes et à tous les mêmes possibilités de se réaliser socialement, politiquement et économiquement. Équilibres & Populations prône un développement soucieux de l'équité et de la solidarité, notamment entre les sexes et entre les générations, car les succès du présent ne doivent pas être acquis au détriment d'une partie de la population ou des générations futures.

Ces valeurs se prolongent dans des principes d'action

ADOPTER UNE DÉMARCHE PARTICIPATIVE

Équilibres & Populations adopte aussi systématiquement que possible une démarche participative dans la conduite de son action. Nous considérons en effet que cette démarche est un gage de qualité, notamment en termes d'appropriation, de responsabilisation, de durabilité, d'ancrage, d'autonomisation et de légitimité.

Fondée sur l'instauration d'un dialogue continu, cette démarche a pour objectif principal d'associer étroitement les différentes parties prenantes à notre action : nos partenaires associatifs, le personnel sanitaire et social, les parlementaires, les décideurs et, bien entendu, les populations des zones d'intervention.

NOUER DES PARTENARIATS

Au lieu d'opter pour une croissance interne, Équilibres & Populations a choisi de développer le périmètre et la qualité de ses actions grâce à une stratégie d'alliances et de partenariats multi-acteurs (OSC, parlementaires, journalistes, chercheurs, fonctionnaires, experts techniques,...). Ce mode d'organisation s'appuie sur la complémentarité des savoir-faire et renforce l'adaptabilité et la réactivité.

Depuis plus de dix ans, Équilibres & Populations collabore de manière continue avec des associations ouest-africaines avec lesquelles elle partage une vision commune.

Dotés d'une connaissance fine des sociétés et de leurs dynamiques, ces partenaires promeuvent un changement dans leurs pays respectifs. Riches de nos complémentarités, nous avons établi au cours du temps des relations de confiance qui nous permettent de construire et de mener ensemble des programmes auprès des populations ainsi que des actions de plaidoyer adaptés aux situations sociopolitiques locales.

TRAVAILLER EN RÉSEAUX

Équilibres & Populations a également su créer ou rejoindre des synergies entre acteurs du développement : organisations de solidarité internationales (OSI), structures de recherche et universités, institutions publiques, entreprises...

Nous collaborons avec des réseaux d'OSI en France, en Europe et en Afrique francophone subsaharienne. Nous nous y investissons à différents niveaux, en collaborant aux travaux et aux prises de position collectifs, en coordonnant des groupes de travail ou en participant aux organes associatifs (conseil d'administration).

Une mission, des actions

L'association a pour objet d'améliorer les conditions de vie et le statut des femmes, facteur essentiel d'un développement juste et durable.

En Afrique francophone subsaharienne, Équilibres & Populations a progressivement orienté une partie de son action au bénéfice des jeunes filles, notamment celles qui sont les moins prises en compte par les politiques ou les programmes existants.

Partant d'une expertise spécifique sur la santé et les droits sexuels et procréatifs, l'association a peu à peu développé un projet qui articule différents champs d'intervention (santé, éducation, économie) et qui intègre systématiquement une approche par le genre.

Pour mener sa mission en Afrique subsaharienne francophone, mais aussi en Europe et en Amérique du Nord, Équilibres & Populations travaille avec, entre autres :

- des organisations de la société civile avec lesquelles nous avons des liens de partenariat étroits ;
- des leaders traditionnels, des groupements de femmes et de jeunes ;
- des coalitions et des plateformes d'ONG ;
- des personnels sanitaires ;
- des experts techniques et administratifs ;
- des chercheurs ;
- des universitaires ;
- des journalistes ;
- des parlementaires ;
- des décideurs politiques ou administratifs.

Notre action se décline en trois volets complémentaires :

Impulser des dynamiques de changement social au plus près des populations, par la conception et la mise en œuvre de projets-pilotes en partenariat avec des acteurs locaux ;

Mobiliser les acteurs d'influence pour créer un environnement institutionnel et juridique plus favorable ;

Accompagner les partenaires au développement en renforçant leurs capacités d'intervention.

Des savoirs et des savoir-faire

Au cours des années, Équilibres & Populations a enrichi ses savoirs en mobilisant des disciplines variées : science politique, santé publique et médecine, sociologie, anthropologie, économie, démographie. Nous nous attachons à croiser ces regards de manière systématique pour promouvoir une approche aussi intégrée que possible. Ceci constitue un véritable atout pour appréhender la logique des différents acteurs avec lesquels nous travaillons : hommes ou femmes issus des communautés dans lesquelles nous intervenons, leaders communautaires, partenaires, personnels de santé, décideurs politiques...

En particulier, nous nous appuyons sur trois domaines de connaissances.

POLITIKES PUBLIQUES ET SCIENCE POLITIQUE

Équilibres & Populations a acquis une expérience en matière de plaidoyer en direction des acteurs politiques de la coopération internationale. Nous disposons une solide connaissance des acteurs et des rouages à travers lesquels sont définies et mises en œuvre les politiques publiques.

Que ce soit à l'échelle locale, nationale ou internationale, cela nous permet de sensibiliser, d'informer et d'influencer les décideurs politiques (gouvernements, cabinets ministériels, hauts fonctionnaires) pour qu'ils soutiennent des programmes spécifiques, défendent des réformes politiques et veillent à ce qu'elles soient appliquées efficacement. Nous avons par ailleurs développé une expertise reconnue par les parlementaires, qui nous sollicitent pour avis.

SANTÉ PUBLIQUE ET MÉDECINE

Équilibres & Populations s'appuie sur des connaissances dans le champ de la santé publique. Notre équipe a acquis un savoir transversal sur le fonctionnement des systèmes de santé, surtout en Afrique de l'Ouest, et un savoir plus spécialisé sur des thématiques précises comme la planification familiale, les soins obstétricaux d'urgence, les fistules ou encore les mutilations sexuelles féminines.

L'association mobilise des connaissances axées sur la prévention (éducation à la santé, réduction des risques, changement des normes sociales...), mais aussi sur l'organisation des services de santé (formation du personnel de santé, participation des usagers, intégration VIH-sida et santé de la procréation).

SCIENCES SOCIALES ET GENRE

Équilibres & Populations puise dans le champ des sciences sociales pour adopter une approche sensible à la diversité des besoins et des intérêts des populations. Nous nous appuyons ainsi sur l'approche par le genre. Celle-ci ne cible pas les femmes comme un groupe à part, mais elle s'intéresse à la façon dont les individus, selon leur sexe et leur position sociale, agissent, réagissent et interagissent sous l'influence des modèles sexuels et familiaux dominants.

Notre analyse met l'accent sur le fait qu'être homme ou femme dans une société donnée induit des rôles socialement construits qu'il s'agit de comprendre et d'interroger si l'on veut être moteur de changement social.

L'approche par le genre constitue un levier décisif pour promouvoir de nouveaux comportements. Cela implique, entre autres, l'autonomisation des femmes et la participation des hommes.

La prise en compte du genre permet de tendre vers un double objectif. D'ordre politique d'une part : rééquilibrer les rapports entre hommes et femmes pour plus de justice. D'ordre socio-économique d'autre part : créer le socle d'un développement véritablement durable parce qu'impliquant les deux moitiés des populations concernées.

Pour mettre en œuvre notre projet, en relation étroite avec nos partenaires, nous mobilisons trois grands types de savoir-faire.

L'INGÉNIERIE DE PROJET

Équilibres & Populations a développé des compétences de planification, de pilotage et de coordination de projets, en tant que chef de file ou bien au sein de consortiums. Avec ses partenaires, l'association identifie les besoins, construit des stratégies d'intervention, définit des méthodologies d'intervention participatives intégrant le genre, mobilise des ressources, assure le suivi opérationnel et financier, évalue les processus et les résultats, capitalise l'expérience.

L'INFORMATION ET LE PLAIDOYER

Équilibres & Populations facilite la connaissance et la compréhension des enjeux relatifs à sa mission, avec le souci de rendre visible la demande sociale et de valoriser la capacité d'action des acteurs locaux. Équilibres & Populations influence également la définition et le suivi des programmes et des politiques publics. Pour cela, plusieurs activités sont menées : organisation d'événements, de voyages d'étude, de campagnes d'information ; réalisation et publication de supports documentaires ; réponse individualisée à des demandes d'information de la part de journalistes, de parlementaires ou d'experts ; collecte et analyse critique de textes de lois, de programmes ou de politiques publics ; formalisation et diffusion d'argumentaires ; initiation ou participation à des mécanismes institutionnels de consultation ; animation ou participation à des groupes d'études.

LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Équilibres & Populations renforce les capacités et favorise les échanges d'expérience entre partenaires au développement. Équilibres & Populations conduit des activités d'appui-conseils, co-réalise des diagnostics partagés, anime des réunions de travail, supervise ou accompagne ses partenaires en situation sur le terrain, participe à la réalisation d'outils didactiques, conçoit et réalise des formations.

En 2012, Équilibres & Populations a poursuivi sa stratégie d'alliance et de réseautage, ici comme là-bas. Pour un meilleur impact de ses plaidoyers, mais aussi pour le renforcement des capacités des sociétés civiles locales.

Partenariats

ZOOM SUR UN PARTENAIRE AFRICAIN JULIETTE COMPAORÉ ET L'ASMADE : UN PARCOURS DE VIE

Au cas où l'inclusion de sa traduction dans son titre (l'Association Songui Manégré/Aide au Développement Endogène, ce qui fait bien ASMADE) ne serait pas assez claire, l'ONG fondée par Juliette Compaoré il y a presque vingt ans a fait sienne la parole de l'illustre historien burkinabé Joseph Ki-Zerbo : « On ne développe pas quelqu'un, mais il se développe ». Car tel a toujours été le seul objectif d'ASMADE : contribuer au développement en s'appuyant sur les dynamiques locales pour améliorer l'accès aux services sociaux de base (éducation, santé, formation et emploi). Tant et si bien que plus de 2 millions de Burkinabè bénéficient aujourd'hui des services d'ASMADE, laquelle se vit aussi comme une matrone « qui aide à donner naissance sans être mère du nouveau-né ».

Sur cette base qui, en plus, insiste particulièrement sur les droits et la santé des femmes comme clé du développement durable, Equipop et ASMADE ne pouvaient que se rencontrer. Ce qui fut fait dès le début des années 2000. Mais revenons sur l'histoire de la fondatrice-directrice d'ASMADE.

Dans son mémoire de thèse de master brillamment soutenu, en 2007, à l'université Paris 3-Sorbonne nouvelle, Juliette insiste en effet sur sa naissance et sa jeunesse dans une très grande famille rurale du centre du Burkina. Elle a grandi avec des « valeurs éducatives » familiales où, bien au-delà de l'engagement associatif du père dans la présidence de plusieurs groupements villageois, « la réserve de céréales de mes parents a toujours servi, en périodes de soudure, aux voisins, aux beaux-parents, aux amis et connaissances ». Et de résumer : « L'esprit de partage, de solidarité, a pris forme dans ma famille d'enfance ».

Un esprit qui s'est incarné dans des actes : « Pour faire face aux charges de sa grande famille, mon père a initié une caisse de solidarité familiale alimentée par une contribution des personnes ayant un travail rémunéré, et par la vente de produits de l'agriculture et de l'élevage ». Mais cette caisse n'a pas suffi à faire face à un problème de vision détecté dès l'adolescence et pris en charge bien plus tard, avec le premier salaire. Ce n'est donc pas par hasard qu'ASMADE soutient plusieurs initiatives mutualistes en matière de santé qui s'inspirent des pratiques des populations locales plutôt que d'imposer des projets clés en mains.

Lorsqu'il s'est agi, au début des années 2000, de trouver à Ouagadougou un acteur local pour porter la mobilisation sociale et politique dans le cadre du grand programme de la Coopération française AQUASOU (Amélioration de la qualité et de l'accès aux soins obstétricaux d'urgence), c'est unanimement que les leaders communautaires comme les personnels de santé ont répondu : ASMADE. Une première expérience tellement positive qu'elle s'est poursuivie dans le cadre de deux autres programmes soutenus par l'Union européenne : « PASSAGE » (Projet d'approche solidaire en santé génésique) et « Protéger les adolescentes ». Tous ces programmes ont permis à ASMADE de renforcer ses capacités de plaidoyer ; un renforcement qui est une constante de la relation d'Equipop avec l'ensemble de ses partenaires, et qui devrait aboutir à la constitution, en Afrique de l'Ouest, d'un réseau d'ONG portant une vision commune en matière de santé sexuelle et de la procréation et en premier pour les filles en situation de vulnérabilité. Des ONG qui auront aussi été renforcées dans leur organisation, ce qui leur permettra de mieux se faire connaître et de stimuler l'appétence d'autres partenaires à travailler avec elles.

* Plus d'informations : www.ongasmade.org

Réseaux

UNE ANNÉE ÉLECTORALE PRÉSIDENTIELLE AVEC COORDINATION SUD

Pour une ONG de plaidoyer comme Équilibres & Populations, une année d'élection présidentielle comme 2012 est décisive ; il s'agit de peser sur les engagements des candidats puis de veiller à leur mise en œuvre. Et c'est naturellement au sein de Coordination SUD et de ses 130 ONG membres que ce travail est le plus efficace, pour porter au plus haut nos thématiques, mais aussi les faire, ipso facto, adopter par le collectif.

En 2012, forte de son poste d'administrateur de C SUD et de son rôle de cheffe de file de sa commission « genre », Equipop a ainsi pu faire porter des positions ambitieuses et précises en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, avant de les faire prendre en considération dans les concertations de haut niveau pour définir les priorités de la politique de développement française dans les négociations internationales autour de l'après-2015 et des futurs Objectifs de Développement Durable (ODD).

Mais en 2012, la grande affaire de la commission « genre » de C SUD a évidemment été l'achèvement puis le portage politique de l'évaluation du document d'orientation stratégique (DOS) « genre » de la coopération française, en vigueur depuis 2007. Cette évaluation n'a pu que constater « des résultats encore largement perfectibles » en termes d'intégration transversale de l'approche genre. La voie était ainsi toute tracée à l'élaboration d'un DOS 2 plus opérationnel, en 2013.

UNE EXPERTISE RENFORCÉE AU SEIN DE GENRE EN ACTION

Adhérent depuis l'origine du réseau Genre en Action (GeA), qui célébrera ses dix ans en 2013, Equipop en est même membre du conseil d'administration et du bureau. Faire partie des presque 3 400 organisations et individus rassemblés par GeA place notre association au cœur du plus grand rassemblement d'expertise francophone. Qui plus est, GeA, dont la majorité des membres sont au Sud, est de ce fait la meilleure réponse à tous ceux qui disent que le genre est un concept importé, pour ne pas dire une « affaire de blancs ».

En 2012, et malgré une situation matérielle préoccupante, GeA a poursuivi activement son travail pour une meilleure connaissance des enjeux de genre et, partant, pour une prise en compte effective des inégalités femmes/hommes dans les politiques et programmes de développement dans le monde francophone.

En ce qui concerne le plaidoyer, GeA a évidemment apporté toute son expertise à la stratégie « genre » comme à la préparation du post-2015. Mais il a aussi poursuivi les projets entrepris depuis plusieurs années, comme MIC MAC (pour sortir enfin les femmes des micro activités économiques et du micro crédit), la construction du ROEG, ou Réseau des observatoires de l'égalité de genre (pour appuyer et renforcer les acteurs des sociétés civiles au Sud) ou la recherche-action sur les violences de genre en milieu scolaire.

Ces exemples ne témoignent d'ailleurs que faiblement de l'effervescence qui caractérise GeA et dont on trouve le meilleur reflet sur le site www.genreenaction.net (1 000 visites quotidiennes), riche de plus de 4 000 entrées, dont 300 pour la seule année 2012, sans oublier tout le travail d'expertise au profit de l'Agence Française de Développement, qu'il s'agisse de former ses personnels ou de rédiger des notes conceptuelles.

COUNTDOWN 2015 EUROPE ET EURONGOS : DEUX RÉSEAUX EUROPÉENS STRATÉGIQUES POUR L'AGENDA POST-2015

L'action collective d'Équilibres & Populations en Europe passe en premier lieu par le réseau Countdown 2015 Europe, un consortium de seize ONG européennes leaders dans leurs pays respectifs. Le collectif conduit un plaidoyer auprès des gouvernements européens pour augmenter leurs engagements sur la thématique de la planification familiale dans les pays en développement. Sa composition assure un travail de veille à travers l'Europe qui se révèle précieux : souvent les opportunités de plaidoyer se présentent dans un temps resserré et la réactivité du réseau, ainsi que la confiance que les partenaires ont nouée au cours des huit années d'existence du projet, permettent une efficacité maximale.

Un message porté par Equipop au nom d'un tel consortium, gonflé d'une légitimité de la société civile européenne, n'en a que plus de poids auprès des décideurs français. C'est la vraie valeur ajoutée de Countdown 2015 Europe dans le plaidoyer national d'Equipop.

En direction de l'international, le consortium positionne Equipop dans les débats au sein des instances européennes. En de fréquentes occasions, des textes-clés sont soumis au vote du Parlement européen. Et les voix des parlementaires français sont nombreuses, notamment dans la commission « développement ».

En 2012 s'est également produit un événement sortant de l'ordinaire qui a mobilisé les forces et l'attention du consortium. Dérivé du modèle de la conférence de Ouagadougou tenue en février 2011 et largement présentée dans le rapport d'activité précédent, les bailleurs du monde entier se sont réunis à Londres en juillet 2012, à l'appel de la fondation Gates et du gouvernement britannique,

pour s'engager ou se ré-engager en faveur de la planification familiale. Equipop était présente, en tant que membre représentant de Countdown, dans le comité de pilotage de la société civile. Equipop a donc disséminé l'appel à signature en France et a vu ainsi sa légitimité en tant qu'acteur majeur en France se renforcer.

Equipop est par ailleurs membre actif du réseau, plus large, EuroNGOs, qui soutient la mise en œuvre du programme d'action du Caire sur la population et le développement. Outre les traditionnels échanges d'informations et l'élaboration de messages destinés aux décideurs politiques européens, EuroNGOs a commencé à s'impliquer dans les discussions ayant trait à l'après-2015, dans un environnement très large et aux processus multiples, à la croisée des chemins entre la revue des Objectifs du Millénaire du développement et la conférence de Rio +20 sur le développement durable.

Equipop a aussi bien fait remonter de l'information glanée au niveau français que procédé dans le sens inverse, en s'inspirant des réflexions formulées au niveau européen pour participer au début du processus de concertation français sur le post-2015, les Assises du développement. Enfin, et surtout, Serge Rabier, directeur d'Equipop, a été élu président d'EuroNGOs à l'assemblée générale d'octobre 2012 ; une nomination qui mettra Equipop dans une position centrale durant les deux années qui s'annoncent capitales pour l'avenir des sujets qui constituent la mission de l'association.

Équilibres & Populations
s'appuie sur cinquante
membres médecins,
journalistes ou professionnels
du développement qui
se réunissent en assemblée
générale au moins une fois
par an. L'assemblée générale
élit tous les trois ans un bureau.
Le projet associatif est mis
en œuvre par une équipe
multidisciplinaire de douze
salariés en 2012.

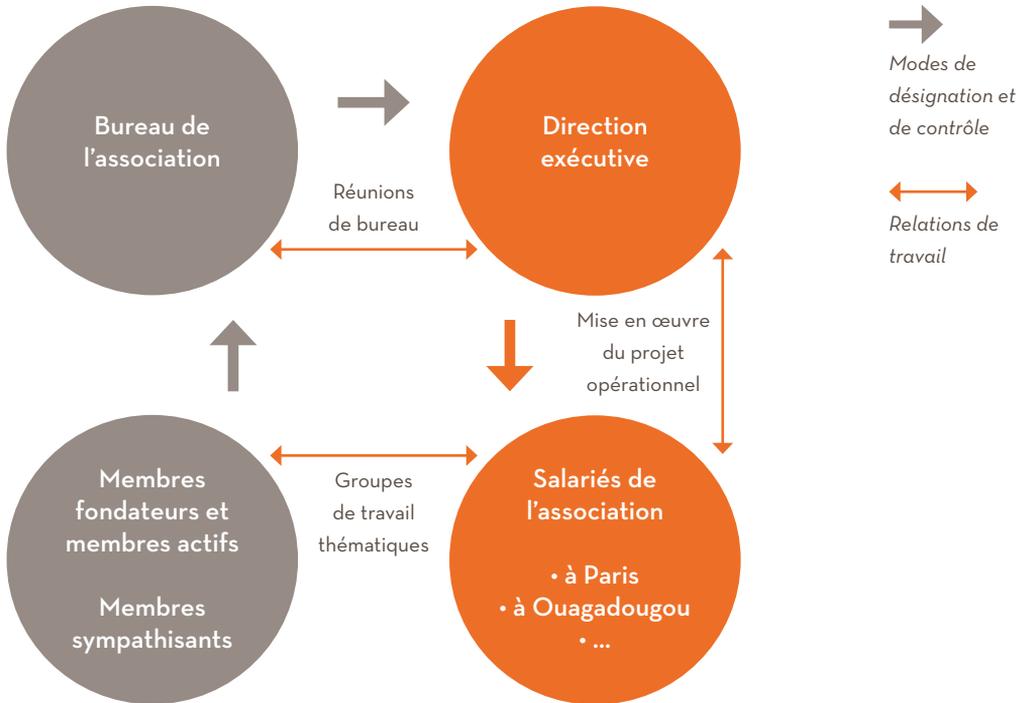
L'association s'est engagée
dans un double processus
de structuration, par le
renouvellement de ses
membres en 2011 et
en lançant en 2012
un diagnostic
organisationnel.

Engagement citoyen et implication professionnelle

MEMBRES DE L'ASSOCIATION

SALARIÉS DE L'ASSOCIATION

Légende



LE BUREAU

Dr. Marie-Claude Tesson-Millet,
Présidente

Dr. Annick Schwebig,
Vice-présidente et trésorière

Pr. Jacques Milliez,
Secrétaire général

Pr. Claude Sureau,
Membre ordinaire

Dr. Claude Dumurgier,
Membre ordinaire

Dr. Alain Marié,
Membre ordinaire

*Le bureau se réunit en moyenne
tous les trois mois.*

L'ÉQUIPE SALARIÉE

La direction

Serge Rabier

Directeur exécutif

serge.rabier@equipop.org

Aurélie Gal-Regniez

Directrice exécutive adjointe

aurelie.gal_regniez@equipop.org

L'équipe¹

Aurélie Desrumaux

Chargée de projet

aurelie.desrumaux@equipop.org

Dominique Pobel

Responsable de programmes

dominique.pobel@equipop.org

Sylviane Evide

Responsable comptabilité et paye

sylviane.evide@equipop.org

Nicolas Rainaud

Chargé de mission plaidoyer

nicolas.rainaud@equipop.org

Sibiri Koné

Agent de liaison

Bureau Afrique de l'Ouest

sibiri.kone@equipop.org

Eva Razafinarivo

Chargée de projet

Bureau Afrique de l'Ouest

eva.razafinarivo@equipop.org

Remi Minoungou,

Chargé de projet

Bureau Afrique de l'Ouest

remi.minoungou@equipop.org

Isabelle Thimbault

Responsable finances

et contrôle de gestion

isabelle.thimbault@equipop.org

Rodrigue Ngouana

Responsable du bureau Afrique de l'Ouest

rodrigue.ngouana@equipop.org

Robert Toubon

Responsable relations institutionnelles

robert.toubon@equipop.org

1. Par ordre alphabétique

Olivier Maurel

ou l'art de la maïeutique

TÉMOIGNAGE

Olivier Maurel est consultant-chercheur indépendant. Il accompagne des institutions, des entreprises et des organisations de l'économie sociale en termes de gouvernance et de management socialement responsable. Il est aussi enseignant universitaire dans plusieurs formations (Paris, Montpellier, Abidjan). C'est lui qui a accompagné l'équipe et les membres d'Équilibres & Populations pour qu'ils « accouchent » ensemble d'un diagnostic sur l'état de la structure et des défis à relever dans le futur.

Pendant plus de six mois, vous avez accompagné l'équipe et les membres d'Équilibres & Populations pour qu'ils « accouchent » d'un diagnostic organisationnel. En quoi a consisté cet exercice?

L'objectif initial était d'y voir plus clair dans les priorités stratégiques, les actions à mener, la gouvernance et l'organisation du travail. Concrètement, nous avons pris le temps de consulter les administrateurs, les salariés en France et au Burkina Faso, des partenaires locaux, techniques et financiers. Cette approche à 360° a permis de faire le point. Au final, nous avons pu :

- Redéfinir le projet associatif et les valeurs fondamentales, en actualisant l'objet social et les principes d'action.
- Adapter le projet opérationnel, en fixant les objectifs prioritaires.
- Recenser les défis organisationnels afin de mettre le projet en œuvre efficacement.

Quels seront les défis dans les années à venir ?

Les défis sont surtout organisationnels : obtention de plus gros financements dans la durée, élargissement de la base des membres, adaptation de la gouvernance, meilleure transversalité dans le travail d'équipe. Au

plan opérationnel, le projet est aujourd'hui plus lisible : jeunes filles en situation de vulnérabilité, renforcement des capacités de la société civile, interdisciplinarité et mise en réseau des acteurs.



Quels sont les atouts d'Equipop pour conduire cette transition organisationnelle?

Les atouts sont nombreux mais j'en vois au moins deux principaux.

- Equipop est reconnue et appréciée par les décideurs politiques et responsables de santé publique (en Europe comme en Afrique), agences internationales, bailleurs de fond publics ou privés, et surtout par ses partenaires associatifs locaux. L'association joue les passeurs avec humilité et mobilise autour de projets concrets, réalistes et durables. D'où cette confiance qui crée une base pour nouer les alliances de demain.
- Ensuite, l'équipe, qu'il s'agisse de l'engagement pionnier des dirigeants associatifs ou du professionnalisme des salariés. Ils sont passionnés, exigeants avec eux-mêmes, patients avec les autres. Mais attention à l'épuisement : l'équipe doit s'étoffer et transmettre à la fois l'esprit et les compétences aux nouveaux venus.

Le budget d'Équilibres & Populations

Les ressources globales d'Équilibres & Populations proviennent principalement des fondations privées internationales ainsi que d'institutions publiques nationales et internationales, de dons, d'activités d'exploitation diverses (prestations de services, ventes d'ouvrages).

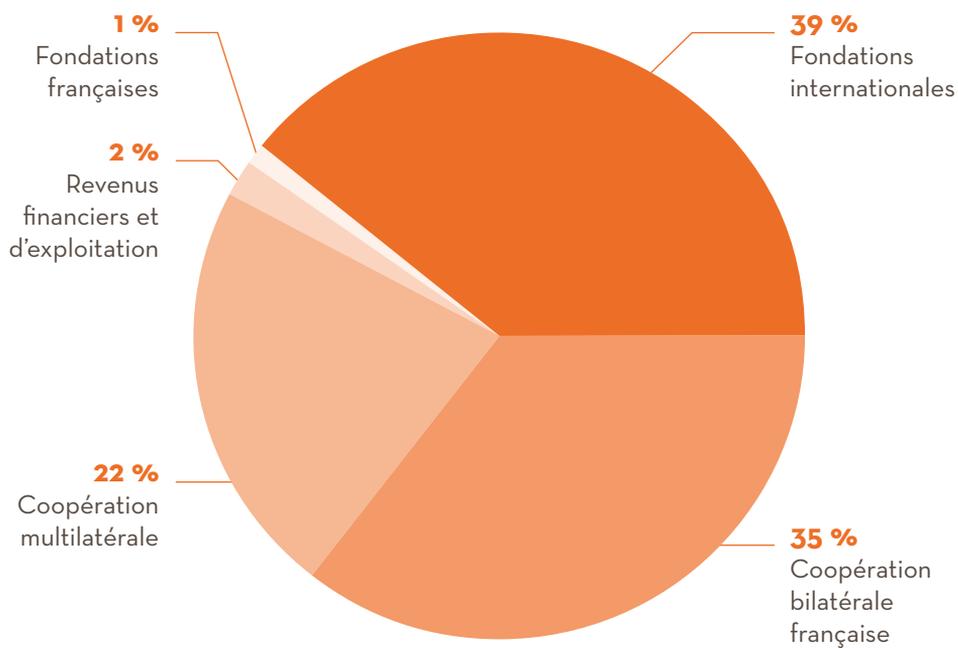
À la veille de ses 20 ans, l'association est parvenue à une répartition équilibrée de ses ressources : alors que dans les dix premières années de son existence, la part des fondations internationales, essentiellement américaines, représentait plus de 75% de ses ressources, elle est en 2012 de 39%, à part quasi égale (35%) avec les institutions de la coopération bilatérale française (ministère des Affaires étrangères et européennes, Agence Française de Développement) ; une part croissante (22%) correspond aux institutions de coopération multilatérale (Union européenne, agences des Nations Unies, ONG européennes et internationales).

Cette diversification des ressources permet d'assurer une couverture plus équilibrée des projets de terrain et de plaidoyer. En 2012, les produits bruts de fonds dédiés se sont élevés à 2 620 250 euros alors que leur montant nets était de 1 381 446 euros. La différence entre ces deux montants (ou « fond dédiés ») correspond à la part des ressources affectées à des projets, qui n'a pas été utilisée en fin d'exercice et qui est reportée sur l'année 2013, selon l'engagement pris par Equipop envers ses bailleurs.

Entre 2011 et 2012, les produits nets des fonds dédiés ont diminué de 9,8 %, marquant notamment la fin du projet de l'Union Européenne consacré aux adolescentes en situation de vulnérabilité, les principales dépenses ayant été effectués les années précédentes. Le projet financé par la Fondation Bill et Melinda Gates visant à pérenniser l'engagement de la société civile en faveur de la santé de la procréation/planification familiale/genre en Afrique subsaharienne francophone, d'un montant de 1 000 000 € (dont 772 000 € perçus au 31/12/12), n'a pas impacté les comptes, les dépenses étant à engager à partir de 2013.

Le total des charges s'est élevé à 1 385 422, avec une baisse de 7,6%, principalement due, comme indiqué ci-dessus, à la fin du projet de l'Union Européenne.

L'année 2012 s'est soldée par un léger déficit de 3 977 €. L'augmentation des fonds dédiés de 829 k€ à 1253 k€ se retrouve essentiellement au niveau de la trésorerie, cette dernière passant de 897 k€ à 1419 k€. C'est le signe du développement significatif que les projets ont pris au cours de ces dernières années.



Ressources d'Équilibres & Populations en 2012

Perspectives 2013

En 2013, Équilibres & Populations verra la réalisation concrète de deux axes importants de son plan stratégique à 5 ans adopté au cours de l'année 2012, d'une part¹, événement fort de notre vie associative, l'adoption de nouveaux statuts et d'un règlement intérieur, et d'autre part² la mise en œuvre de deux projets phares, l'un^a visant à pérenniser l'engagement de la société civile en faveur de la santé de la procréation/planification familiale/genre en Afrique sub-saharienne francophone avec le soutien de la fondation Bill et Melinda Gates - et l'autre^b poursuivant la promotion de l'abandon des mutilations sexuelles féminines au Mali afin de soutenir une dynamique de changement social en faveur des filles et des femmes avec le soutien de l'Agence Française de Développement.

1. De nouveaux statuts pour l'association...

En 2011/2012, le nombre de membres de l'association s'est substantiellement accru et un diagnostic organisationnel a été conduit. Ces deux évolutions ont amorcé une dynamique de la vie associative que l'adoption de nouveaux statuts à la fois plus complets et plus détaillés, ainsi que d'un règlement intérieur viendront renforcer en 2013.

2. Une dynamique de mobilisation de la société civile en Afrique subsaharienne francophone au bénéfice des femmes et des filles en situation de vulnérabilité...

a. Au lieu d'opter pour une croissance interne, Equipop a choisi de développer le périmètre et la qualité de ses actions grâce à une stratégie d'alliances et de partenariats avec des organisations de la société civile en Afrique subsaharienne francophone. Un projet de 18 mois visant à renforcer les capacités, la pérennité et le rôle de la société civile au Bénin, au Burkina Faso et au Niger en matière de santé et droits sexuels et de la procréation, de planification familiale et d'égalité de genre contribuera aussi à la création d'un partenariat global dans lequel Equipop prendra sa part.

b. Equipop et l'Association Malienne pour le Suivi et l'Orientation des Pratiques Traditionnelles néfastes (AMSOPT) unissent leurs efforts depuis plusieurs années pour promouvoir l'abandon de l'excision au Mali et soutenir celles et ceux qui ont décidé d'en finir avec les violences faites aux femmes. Grâce à leur action, les deux ONG ont déjà préservé les fillettes de l'excision dans 100 villages de la zone. En 2013, il s'agira d'étendre cette action à de nouveaux villages et ainsi démontrer que l'amélioration du statut des filles et des femmes est à la fois un facteur et un marqueur de développement.

Crédits

Le rapport d'activité est également disponible sur le site internet : www.equipop.org

Conception et réalisation**Coordination générale :**

Aurélie Gal-Régniez

Comité de Rédaction :

Robert Toubon, Nicolas Rainaud,
Aurélie Gal-Régniez

Avec la participation de

Aurélie Desrumaux,
Rémi Minoungou,
Dominique Pobel,
Serge Rabier.

Création : Jean-Luc Gehres

www.welcomedesign.fr

Photographies : Imageo

www.imageo.com

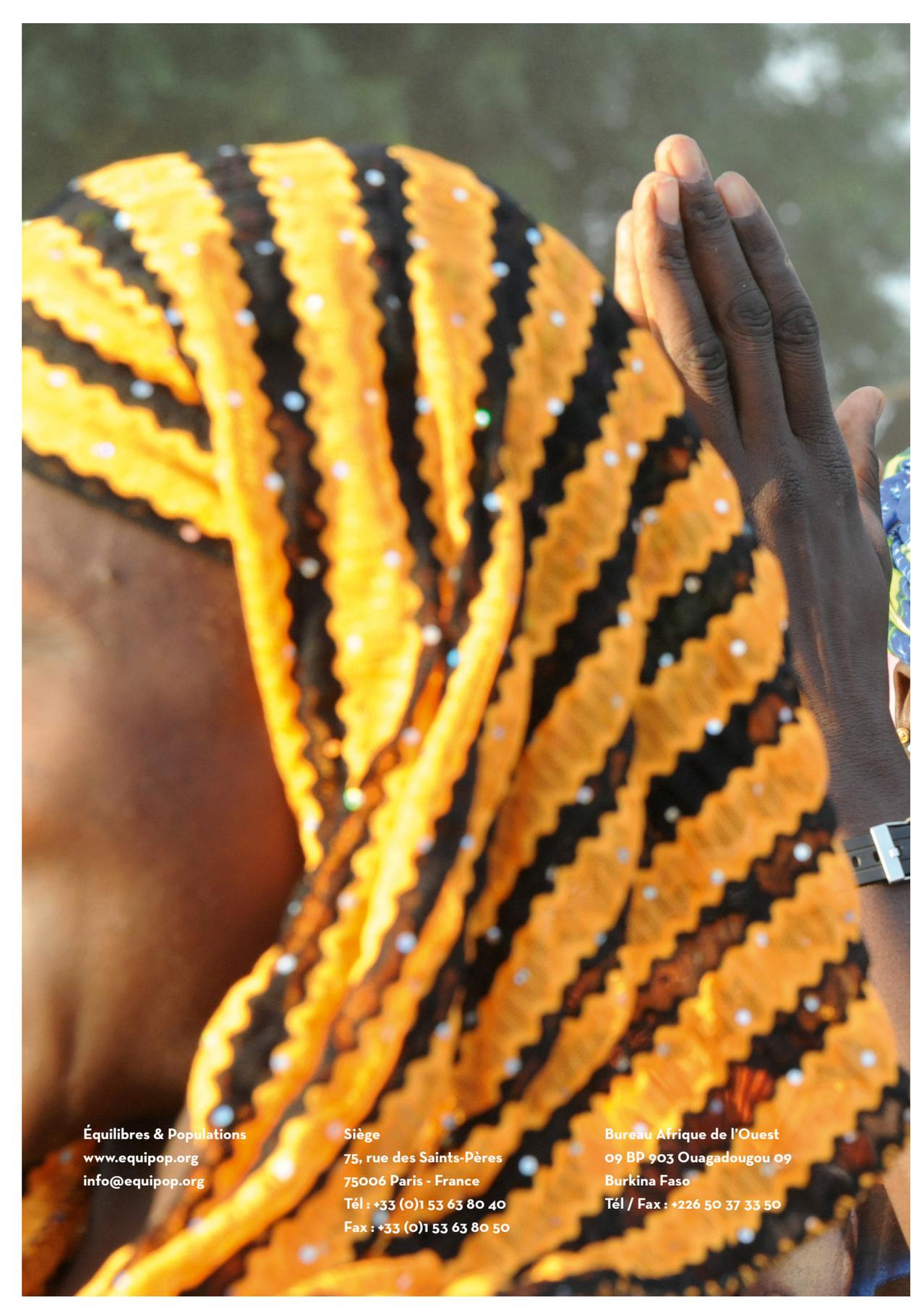
Crédits Photos :

Félix Vigné©, Tristan Parry©

Impression :

Simon Graphic, Ornans

Document imprimé sur Munken
Lynx. Ce document est imprimé
sur du papier certifié.



Équilibres & Populations
www.equipop.org
info@equipop.org

Siège
75, rue des Saints-Pères
75006 Paris - France
Tél : +33 (0)1 53 63 80 40
Fax : +33 (0)1 53 63 80 50

Bureau Afrique de l'Ouest
09 BP 903 Ouagadougou 09
Burkina Faso
Tél / Fax : +226 50 37 33 50